

## Chapitre 2

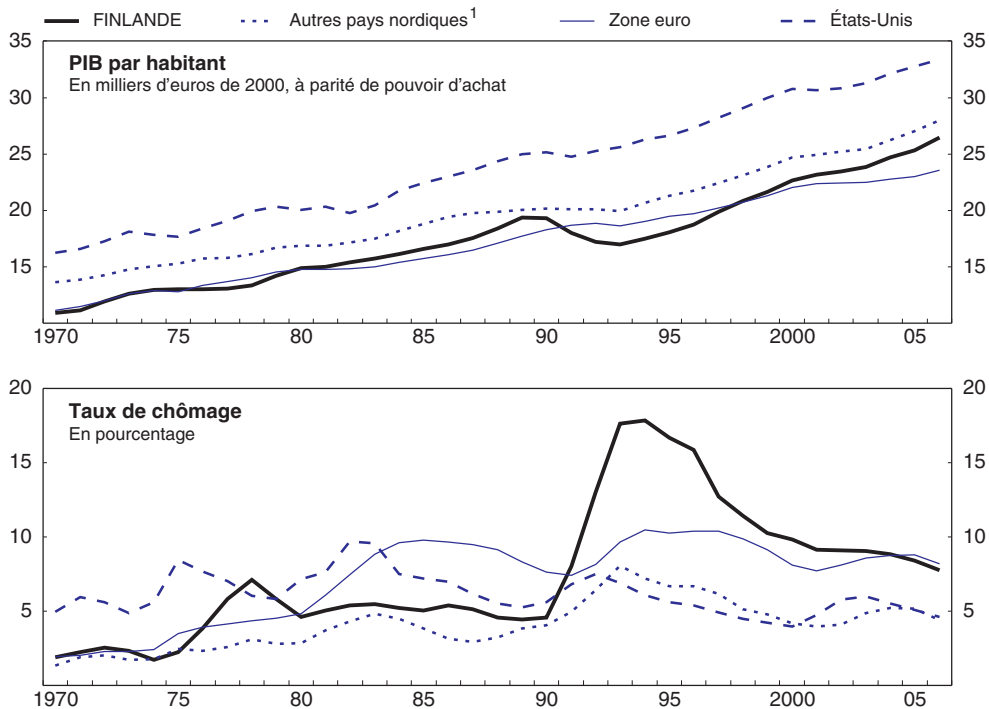
# Résultats macroéconomiques récents et viabilité des finances publiques


*Dans ce chapitre, nous présentons brièvement les récents résultats macroéconomiques obtenus par la Finlande, et mettons en évidence les marges de manœuvre dont disposent les autorités à court terme pour alléger la fiscalité du travail, en associant à des réductions d'impôts des mesures restrictives destinées à en compenser les effets. Nous examinons également les objectifs prioritaires à atteindre pour assurer la viabilité des finances publiques sur le long terme, notamment la poursuite de la réforme des retraites.*

## Les résultats macroéconomiques récents sont bons

La production a enregistré un taux de croissance de 4.3 % en 2007, supérieur à son niveau tendanciel, ce qui a contribué à la poursuite du rattrapage des autres pays nordiques, dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant était légèrement supérieur à celui de la Finlande, et des États-Unis, dont l'avance était bien plus nette à cet égard. La Finlande se classe maintenant au 15<sup>e</sup> rang des pays de l'OCDE en termes de PIB par habitant (graphique 2.1, partie supérieure), quasiment à égalité avec le Royaume-Uni et pas très loin de la Suède et du Danemark.

Graphique 2.1. Principaux indicateurs économiques



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/407456458126>

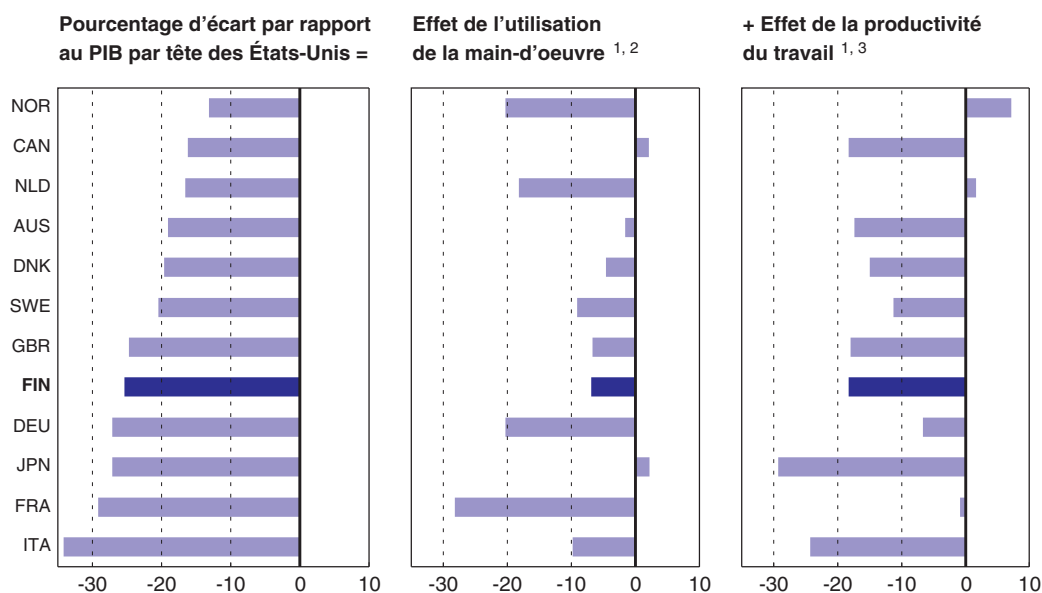
1. Moyenne pondérée du Danemark, de l'Islande, de la Norvège continentale (dans le cas du PIB) et de la Suède.

Source : OCDE, Bases de données des Perspectives économiques et des Comptes nationaux.

Environ deux tiers de l'écart de niveau de vie par rapport aux États-Unis sont imputables à une plus faible productivité de la main-d'œuvre, sachant que le nombre plus réduit d'heures travaillées par la population d'âge actif pèse également lourdement dans la balance (graphique 2.2). Globalement, la productivité du secteur manufacturier est relativement bonne, l'écart par rapport aux États-Unis s'expliquant en grande partie par le niveau de productivité plus faible du secteur des services (chapitre 4). Le taux de chômage a sensiblement diminué ces dernières années, mais il reste nettement supérieur au niveau

Graphique 2.2. **L'origine des écarts de revenu**

2006, à parité de pouvoir d'achat, en USD courants

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/407468020177>

1. Pourcentage d'écart par rapport au niveau des États-Unis.
2. L'utilisation de la main-d'œuvre est mesurée par le nombre total d'heures travaillées divisé par la population d'âge actif.
3. La productivité du travail est mesurée par le PIB par heure travaillée.

Source : Statistics Norway; OCDE, Bases de données des Comptes nationaux et Statistiques de la population active.

qu'il atteignait avant la récession et aux taux de chômage observés dans les autres pays nordiques (graphique 2.1, partie inférieure).

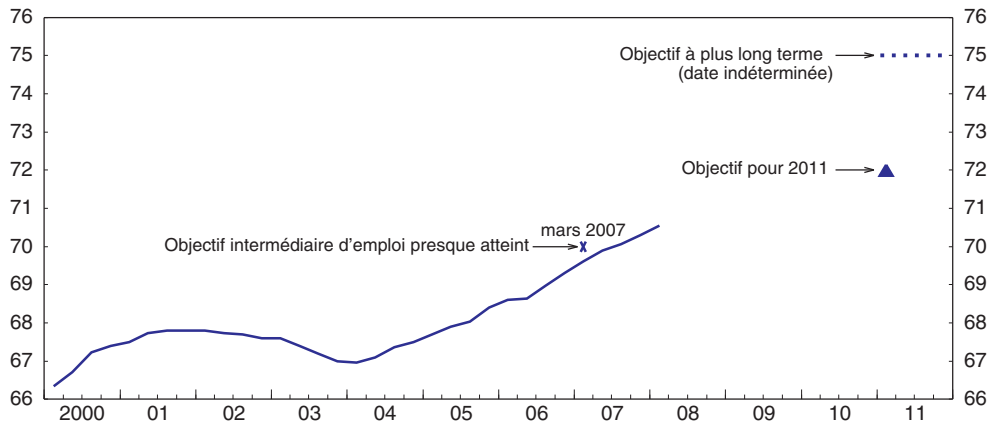

## Des problèmes de fond subsistent cependant sur le marché du travail

Comme indiqué dans le chapitre 1, le marché du travail reste l'un des principaux enjeux de la politique macroéconomique finlandaise. Bien que l'emploi ait progressé rapidement ces dernières années, et que le taux de chômage ait sensiblement diminué, le gouvernement aura du mal à atteindre son objectif de taux d'emploi à long terme fixé à 75 % (graphique 2.3), notamment du fait du vieillissement démographique et des faibles taux d'activité qui caractérisent les cohortes les plus âgées. Les autorités doivent également engager des réformes pour renforcer l'emploi des jeunes, en faisant en sorte que les diplômés entrent plus tôt sur le marché du travail, d'une part, et en réduisant davantage le chômage des jeunes, d'autre part. Un relèvement du taux d'activité s'impose aussi pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre qui se font jour, alors même que le taux de chômage reste supérieur à 6½ pour cent. Ces pénuries, conjuguées à certains effets regrettables des négociations salariales de 2007, vont probablement provoquer une poussée d'inflation (encadré 2.1).

L'examen des politiques de sécurité sociale récemment lancé à l'initiative du gouvernement (qui a été confié au Comité SATA) offrira l'occasion de réformer les dispositifs aux effets de distorsion les plus marqués qui dissuadent aujourd'hui les personnes âgées de rester en activité (chapitre 5). Les premières recommandations (sous forme de liste préliminaire) devraient être rendues à l'automne 2008, la totalité des travaux

Graphique 2.3. **Taux d'emploi : Objectifs et résultats récents**

En pourcentage, taux mensuels

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/407481533086>

Source : Statistics Finland.

**Encadré 2.1. Des hausses contractuelles de salaires plus élevées renforcent l'inflation**

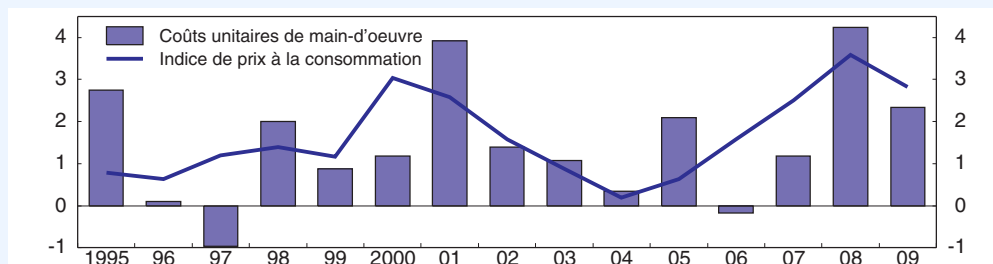
La Finlande a connu une période d'inflation limitée ces dernières années, malgré une croissance économique vigoureuse et de fortes hausses des prix à l'importation. Cela tient en partie à une série d'accords salariaux centraux pluriannuels marqués au coin de la modération, qui se sont accompagnés de baisses d'impôts. Néanmoins, l'année dernière s'est caractérisée par une accélération sensible de l'inflation, dont le taux moyen est passé de 1,6 % en 2006 à plus de 2,5 % en 2007 (graphique 2.4), avant de grimper à presque 4 % début 2008. Outre les hausses des prix du pétrole et d'autres produits de base auxquelles ont aussi été confrontés les autres pays, la croissance particulièrement vigoureuse du PIB a également renforcé l'inflation. Par ailleurs, les récentes négociations salariales au niveau des branches vont se traduire par des hausses des salaires de la production réelle sensiblement plus élevées qu'elles ne devraient l'être au vu de la croissance de la productivité.


L'inflation devrait rester forte en 2008 et 2009. La hausse des prix devrait probablement être alimentée non seulement par un taux de croissance du PIB proche de son niveau potentiel et par la persistance d'un significatif écart de production positif, mais aussi par une vraisemblable envolée des coûts de main-d'œuvre à la suite de la conclusion des récentes négociations salariales par branche (chapitre 5). En effet, ces négociations salariales de 2007-2008 devraient aboutir à des hausses de coûts unitaires de main-d'œuvre d'environ 4½ pour cent en 2008, un taux bien supérieur à la moyenne historique de 1,4 % au cours des dix dernières années, ce qui devrait contribuer à un accroissement de l'inflation autour de 3½ pour cent en 2008 avant de se modérer quelque peu en 2009 (graphique 2.4). L'inflation devrait être réduite de 0,2 point de pourcentage en 2008 du fait d'une modification ponctuelle de la fiscalité des véhicules automobiles, et de 0,5 point de pourcentage en 2009 sous l'effet de la baisse du taux de TVA sur les produits alimentaires.

Encadré 2.1. **Des hausses contractuelles de salaires plus élevées renforcent l'inflation (suite)**

Graphique 2.4. **Hausse globale des prix à la consommation et coûts unitaires de main-d'œuvre**

Variation en pourcentage<sup>1</sup>



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/407528011877>

1. Prévisions de l'OCDE pour 2008 et 2009.

Source : OCDE (2008), *Base de données des Perspectives économiques*, n° 83.

devant être terminée en 2009. Les priorités des autorités devraient être d'éliminer la « filière du chômage » (qui permet aux travailleurs âgés d'utiliser le régime d'indemnisation du chômage comme un mécanisme de retraite anticipée), de réformer les pensions d'invalidité, de réduire les allocations de chômage, et de régler les problèmes d'incitations découlant des interactions entre le système de sécurité sociale et la fiscalité.

Le tableau 2.1 offre un aperçu des récents résultats macroéconomiques et des perspectives à court terme de la Finlande. La croissance devrait ralentir au cours des deux prochaines années, parallèlement au tassement observé au niveau mondial. L'accentuation des tensions sur le marché du travail, liée à la fois à des pénuries de main-d'œuvre et au ralentissement de l'augmentation de la population d'âge actif, freineront également l'expansion économique pendant cette période, même si cette évolution sera

Tableau 2.1. **Résultats macroéconomiques récents et prévisions**

Variations en pourcentage

	2005	2006	2007	2008 <sup>1</sup>	2009 <sup>1</sup>
PIB, en volume	3.1	4.8	4.3	2.8	2.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	0.8	1.3	1.6	3.5	2.5
Indice implicite des prix du PIB	0.2	1.6	2.3	2.4	2.0
Taux d'emploi (niveau) <sup>2</sup>	68.4	69.4	70.6	71.3	71.5
Taux de chômage (niveau) <sup>3</sup>	8.4	7.7	6.9	6.3	6.0
Capacité de financement des administrations publiques (niveau, en % du PIB)	2.7	4.0	5.2 <sup>4</sup>	4.4	3.8
Écart de production (niveau) <sup>5</sup>	-1.0	0.7	1.5	1.1	0.4

1. Prévisions des *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 83.

2. En pourcentage de la population d'âge actif. Le taux de 2007 a été calculé à partir d'une estimation de la population d'âge actif.

3. En pourcentage de la population active.

4. Estimation du ministère des Finances pour 2007.

5. En pourcentage du PIB potentiel.

Source : OCDE (2008), *Base de données des Perspectives économiques* n° 83 ; ministère des Finances.

quelque peu compensée par une hausse du taux d'activité, la période récente d'expansion vigoureuse continuant à attirer des individus sur le marché de l'emploi. Néanmoins, cette croissance économique ne devrait pas être suffisante pour réduire beaucoup plus le taux de chômage. L'issue des récentes négociations salariales contribuera à accélérer l'inflation au cours des prochaines années, de même que les effets décalés de la hausse des prix à l'importation (encadré 2.1).

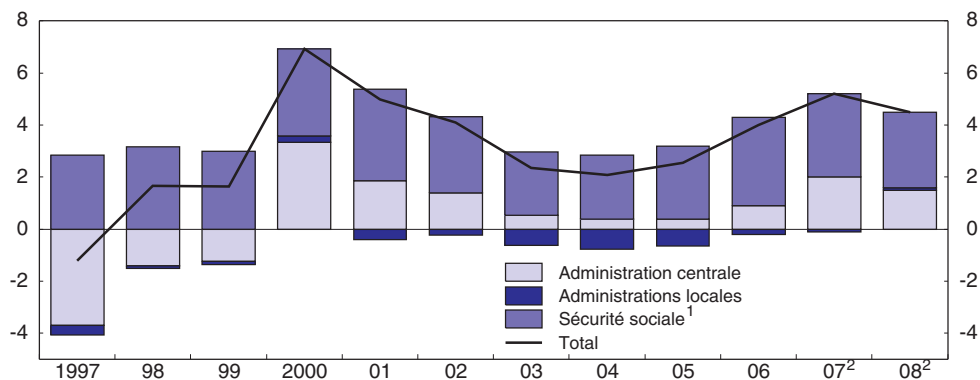
### Les indicateurs budgétaires sont bien orientés à court terme


La Finlande affichait en 2007 le solde financier des administrations publiques le plus volumineux de la zone euro, à 4.6 % du PIB, mais ce type de comparaison est trompeur du fait de l'inclusion des organismes de retraite dans les comptes des administrations publiques finlandaises. Si l'on exclut le solde financier du système de sécurité sociale, comme le font de nombreux autres pays<sup>1</sup>, le solde financier des administrations publiques ne devrait être que légèrement positif en 2008 (graphique 2.5).

La Finlande se trouve dans une situation inhabituelle de cumul de multiples objectifs de solde budgétaire. Le programme du gouvernement (Cabinet du Premier ministre, 2007) vise un excédent structurel de l'administration centrale de 1 % du PIB. Le Programme de stabilité de 2007 (ministère des Finances, 2007) mentionne que cet objectif est cohérent avec l'intention plus globale d'atteindre un excédent structurel de 3½ pour cent du PIB en 2011 pour les administrations publiques. Toutefois, l'objectif officiel du Programme de stabilité vise un excédent structurel de 2 % seulement du PIB, soit le même que dans le précédent programme. De l'avis général, l'objectif énoncé dans le Programme de stabilité devrait être aisément atteint, puisqu'on estime que l'excédent sera supérieur à 2 % en 2011 à politiques inchangées, auquel cas il sera considéré que la Finlande s'est acquittée de ses obligations vis-à-vis de l'Union européenne (UE). Il est également possible que cet excédent atteigne 3½ pour cent du PIB.

Néanmoins, deux raisons devraient amener le gouvernement à durcir davantage la politique budgétaire. Premièrement, un durcissement de celle-ci se justifierait dans une

Graphique 2.5. **Évolution budgétaire récente**  
Solde financier des administrations publiques, en pourcentage du PIB



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/407551441245>

1. Y compris les organismes de retraite professionnels.

2. Estimation (2007) et prévision (2008) du ministère des Finances.

Source : Statistics Finland et ministère des Finances (2007), « Stability Programme Update for Finland 2007 », *Economic Policy Surveys*, n° 4c/2007, novembre.

perspective cyclique à court terme. Étant donné que l'excédent budgétaire effectif devrait diminuer cette année (graphique 2.5), et que l'écart de production devrait rester important (bien que se réduisant), l'excédent structurel va probablement diminuer légèrement en 2008, ce qui implique que l'orientation de la politique budgétaire sera expansionniste<sup>2</sup>. Le gouvernement a reconnu que des considérations cycliques avaient influé sur la définition de la politique budgétaire : il a déclaré que les allègements d'impôts sur le travail devraient être reportés jusqu'à ce que la conjoncture se retourne. De fait, toute politique budgétaire procyclique devrait être évitée. Par le passé, les effets stimulants des réductions d'impôts avaient été atténués par le fait qu'elles avaient été associées à des hausses de salaires relativement modestes, dans le cadre des accords salariaux négociés au niveau national. Néanmoins, le fait que les négociations salariales de 2007-2008 aient eu lieu au niveau des branches d'activité et des entreprises ne doit pas nécessairement impliquer un report de tout nouvel allègement de la fiscalité du travail. Des réductions d'impôts motivées par des considérations structurelles, même si elles sont expansionnistes en tant que telles, peuvent être effectuées dès à présent, pour autant qu'elles aillent de pair avec des mesures restrictives destinées à en compenser les effets. Ainsi, la recommandation formulée dans le chapitre 3 d'une baisse du taux marginal supérieur d'imposition des revenus d'activité, conjuguée à une augmentation des impôts sur la propriété, n'aurait pas d'effet stimulant. Des allègements fiscaux pourraient également être associés à d'autres réformes structurelles, telles que celles recommandées pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre. Or, le gouvernement a annoncé des baisses de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour les produits alimentaires – une mesure qui va clairement dans la mauvaise direction (chapitre 3).

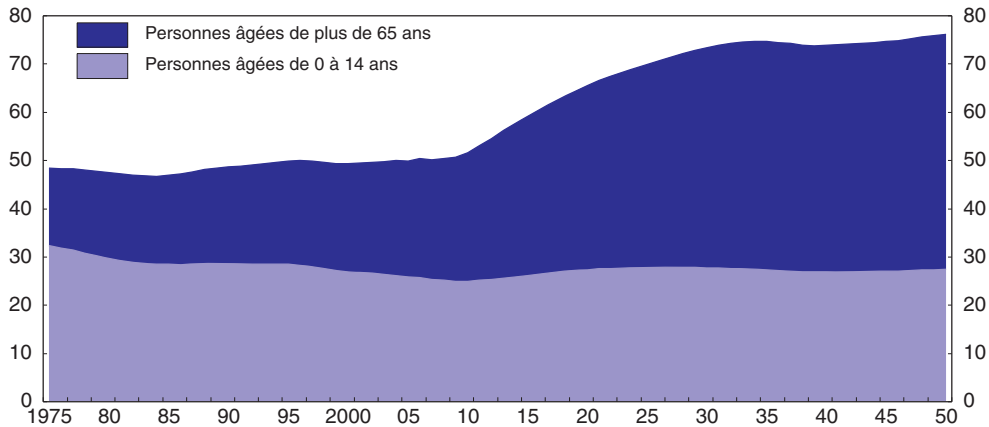

La deuxième raison de viser l'objectif budgétaire le plus ambitieux tient aux pressions budgétaires résultant du vieillissement démographique, lesquelles signifient que la viabilité des finances publiques à long terme ne pourra être assurée sans effort supplémentaire (voir ci-après). À cet égard, on ne peut que se féliciter de l'attachement du gouvernement actuel au système de plafonds de dépenses qui a fait la preuve de son efficacité sous le gouvernement précédent (voir l'encadré 2.2 dans l'Étude de 2006)<sup>3</sup>.

## La viabilité des finances publiques à long terme reste cependant une source de préoccupation

Le chapitre 2 de la précédente Étude a analysé de manière approfondie le problème de la viabilité budgétaire compte tenu de la perspective du vieillissement alarmant de la population. Ce sujet était également un point important des récents programmes de stabilité du gouvernement (voir par exemple le chapitre 6 de ministère des Finances, 2007). Le degré de vieillissement démographique prévu en Finlande au cours des prochaines décennies est illustré dans le graphique 2.6 qui montre les taux de dépendance prévus jusqu'en 2050. Cette hausse alarmante du taux de dépendance devrait élargir l'écart, déjà important, de financement lié à l'âge avec la croissance des dépenses relatives au vieillissement dépassant largement les recettes (soit les cotisations de retraite et revenus provenant des investissements dans les fonds de pension). En effet, la différence atteint 20 % du PIB en 2050 (tableau 2.2). L'essentiel de cet écart de 20% sera financé par des recettes non liées au vieillissement et par la vente d'actifs constitués à cet effet. Le fait le plus marquant est que l'effet du vieillissement se fera sentir en Finlande beaucoup plus tôt que la plupart des autres pays européens, de sorte qu'en 2030, les dépenses publiques

Graphique 2.6. **Le taux de dépendance augmente**

En pourcentage de la population d'âge actif

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/407576374078>

Source : Statistics Finland.

Tableau 2.2. **Prévisions de recettes et dépenses liées au vieillissement**

En pourcentage du PIB

	2005	2010	2030	2050
<b>Dépenses</b>				
Retraite	10.4	11.2	14.0	13.8
Soins de santé et de longue durée	7.3	7.7	9.6	10.5
Autres	9.0	8.0	7.7	10.5
<b>Recettes</b>				
Revenu de la propriété	3.2	3.6	4.7	3.6
Cotisations de retraite	9.1	9.0	11.2	11.2
<b>Écart</b>	<b>14.4</b>	<b>14.3</b>	<b>15.4</b>	<b>20.0</b>

Source : Ministère des Finances (2007), « Stability Programme Update for Finland 2007 », *Economic Policy Surveys*, n° 4c/2007, novembre.

finlandaises relatives au vieillissement, en proportion du PIB, seront les plus élevées de l'UE-15 (CPE, 2006).

Si l'on se place dans une perspective à plus long terme, en tenant compte des pressions démographiques, les prévisions incluses dans le Programme de stabilité de décembre 2007 laissent à penser que ni l'objectif de 2 % figurant dans ce Programme, ni celui de 3½ pour cent avancé dans le programme du gouvernement ne sont suffisants pour assurer la viabilité des finances publiques à long terme. D'après les calculs présentés dans le Programme de stabilité de 2007, cela supposerait que les administrations publiques affichent un excédent financier d'environ 4½ pour cent du PIB<sup>4</sup>. Dans les *Études* précédentes, nous étions déjà parvenus à la conclusion que, compte tenu du vieillissement démographique, la générosité des retraites, des revenus de transferts et des dépenses de services publics (notamment au titre de la prise en charge des personnes âgées) ne pourrait être préservée en l'état sans augmentation future de la pression fiscale (OCDE, 2006). En effet, le Programme de stabilité de 2007 reconnaît que les taux des cotisations de sécurité sociale doivent augmenter encore de 4 points de pourcentage (de la masse salariale globale) pour assurer la viabilité des finances publiques, même une fois prises en compte



la réforme des retraites de 2005 et la révision à la hausse en 2007 de l'objectif de rendement des actifs de retraite, qui est passé de 3½ à 4 %. Une telle hausse des taux de cotisation représenterait une augmentation considérable du coin fiscal sur le travail et, si elle était appliquée, risquerait d'entraver la croissance de l'emploi. Si une partie de cet accroissement était compensée par l'excédent de l'administration centrale, il resterait un écart de 1 % du PIB, ce qui met en évidence la nécessité de mesures supplémentaires pour combler complètement cet écart. Or, comme indiqué dans le chapitre suivant, l'un des principaux défis que doit relever la Finlande est de continuer à *réduire* le coin fiscal sur le travail, tout en préservant les éléments essentiels de la protection sociale offerte par le modèle nordique.

Plusieurs voies sont envisageables pour assurer la viabilité des finances publiques à long terme sans accroître le coin fiscal. La poursuite de la réforme des retraites constitue évidemment une possibilité<sup>5</sup>. Pour l'heure, toutefois, aucune nouvelle réforme des retraites n'est à l'ordre du jour, et le gouvernement a laissé entendre (dans le Programme de stabilité de 2007) que la conjonction des deux éléments suivants pourrait permettre de combler cet écart de viabilité budgétaire : une augmentation annuelle de 0.5 % de la productivité des soins de santé et des soins de longue durée d'ici à 2050, et une hausse supplémentaire de 1 point de pourcentage du rendement des actifs de retraite. Il est de fait essentiel que la productivité des services sociaux soit renforcée, mais obtenir une croissance de la productivité de 0.5 % par an ne serait pas chose aisée et impliquerait des prises de décisions difficiles (chapitre 4). Par ailleurs, le plus grand soin doit être apporté à la détermination du niveau adéquat de rendement anticipé pour les actifs de retraite. La poursuite de la réforme des retraites constituerait une approche beaucoup plus prudente pour assurer la viabilité des finances publiques, et permettrait d'éviter aux autorités de devoir augmenter le taux des cotisations de sécurité sociale.

Bien que la réforme des retraites de 2005 ait été une initiative très positive, et que l'accord dont elle a fait l'objet eût peut-être été impossible sans tous les éléments constitutifs de cette réforme, il est clair qu'elle n'est pas allée assez loin. Les autorités finlandaises devraient commencer dès maintenant à envisager des mesures complémentaires, et ce d'autant plus qu'une telle réforme prendra probablement du temps. L'objectif du gouvernement devrait être d'atteindre un excédent financier des administrations publiques d'au moins 3½ pour cent du PIB à court terme, tout en prenant les mesures de réforme du système de retraite nécessaires pour éviter toute hausse du taux des cotisations de sécurité sociale. Dans la mesure où la question de la viabilité des finances publiques a été traitée dans le chapitre 2 de la précédente *Étude*, nous ne nous livrerons pas ici à une analyse approfondie. Il convient cependant de noter que le système de retraite permet toujours à certains travailleurs de mettre un terme à leur vie active dès l'âge de 62 ans, et que la « filière du chômage » permet de fait une cessation d'activité encore plus précoce dans certains cas (chapitre 5). Bien que l'âge effectif de la retraite ait augmenté ces dernières années, il reste inférieur à la moyenne de l'OCDE, malgré le fait que l'espérance de vie finlandaise est légèrement supérieure à la moyenne de l'OCDE. Les autorités devraient donc se fixer pour priorité de supprimer la filière du chômage et de faire en sorte que l'âge effectif de départ en retraite augmente aussi rapidement que possible, les augmentations ultérieures intervenant plus progressivement, comme prévu. En outre, il a été estimé que les autorités pourraient réduire le niveau futur du taux des cotisations de sécurité sociale de près de 4 points de pourcentage, sans grande incidence sur les incitations au travail, en supprimant le taux d'acquisition plus élevé des droits à

pension qui s'applique à partir de 53 ans, et en revenant sur la validation des périodes n'ayant donné lieu à aucune cotisation (comme les années d'études) dans le décompte des droits à pension acquis (OCDE, 2006). L'encadré 2.2 présente un résumé des principales recommandations concernant la politique budgétaire.

#### Encadré 2.2. **Résumé des recommandations destinées à assurer la viabilité des finances publiques**

- Les autorités devraient se fixer pour objectif un excédent financier des administrations publiques d'au moins 3½ pour cent du PIB à court terme.
- Les pouvoirs publics devraient poursuivre la réforme des retraites (voir point suivant), améliorer la structure de la fiscalité (comme indiqué dans le chapitre 3), et prendre de nouvelles mesures significatives pour renforcer la croissance de la productivité dans le secteur public – en particulier au niveau des services sociaux municipaux (chapitre 4).
- Les autorités devraient s'efforcer de poursuivre la réforme des retraites en évitant toute augmentation des taux de cotisation de sécurité sociale. Elles devraient se fixer pour priorité de hisser l'âge effectif de départ en retraite à 65 ans, et d'éliminer complètement la « filière du chômage » (qui permet aux travailleurs âgés d'utiliser le régime d'indemnisation du chômage comme un mécanisme de retraite anticipée). En outre, les périodes d'étude ne devraient plus être validées dans le décompte des droits à pension acquis, et le bien-fondé du taux d'acquisition plus élevé des droits à pension qui s'applique aux travailleurs âgés devrait faire l'objet d'un examen approfondi.

#### Notes

1. Voir l'encadré 2.1 de la précédente *Étude économique* sur la Finlande (OCDE, 2006) pour un examen approfondi de cette question.
2. D'après les prévisions figurant dans le Programme de stabilité du gouvernement (ministère des Finances, 2007) et celles de la Commission européenne (Commission européenne, 2008).
3. Le système de plafonnement des dépenses a été utile, puisqu'il a permis de réduire les possibilités de politique budgétaire procyclique, et l'excédent financier qui en a résulté au niveau de l'administration centrale a été employé pour réduire la dette et alimenter le Fonds public de réserve pour les retraites (ministère des Finances, 2007). Des modifications mineures ont été apportées au système à la lumière de l'expérience. Ainsi ont été instaurées une provision annuelle fixe pour collectifs budgétaires, une provision non affectée pour prise en compte des nouvelles dépenses publiques, ainsi que la possibilité de reporter des montants non budgétisés dans la limite du plafond de dépenses sur l'exercice budgétaire suivant.
4. Ce calcul utilise les dernières projections démographiques de Statistics Finland, qui indiquaient qu'en raison de l'allongement de l'espérance de vie, le nombre de personnes âgées augmenterait davantage que ne l'avait prévu l'UE dans ses projections démographiques de 2004 concernant la Finlande. Avec des données moins récentes, l'excédent nécessaire aurait été de 4 % du PIB seulement (ministère des Finances, 2007).
5. En raison du vieillissement démographique, l'excédent des caisses de sécurité sociale devrait diminuer assez rapidement au cours des années à venir, pour passer de 3 % du PIB environ en 2007 à un niveau plus proche de 2 % d'ici à 2011 (ministère des Finances, 2007).

#### Bibliographie

Cabinet du Premier ministre (2007), « Government Programme of Prime Minister Matti Vanhanen's Second Cabinet », [www.valtioneuvosto.fi/hallitus/hallitusohjelma/pdf/en.pdf](http://www.valtioneuvosto.fi/hallitus/hallitusohjelma/pdf/en.pdf).

Commission européenne (2008), « Finland: Macro Fiscal Assessment: An Analysis of the November 2007 Update of the Stability Programme », [http://ec.europa.eu/economy\\_finance/publications/publication11840\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/publication11840_en.pdf).

CPE (Comité de politique économique) (2006), *Report by the Economic Policy Committee and the European Commission on the Impact of Ageing Populations on Public Spending*, Groupe de travail sur le vieillissement démographique (AWG), Bruxelles, février.

Ministère des Finances (2007), « Stability Programme Update for Finland 2007 », *Economic Policy Surveys*, n° 4c/2007, novembre.

OCDE (2006), *Études économiques de l'OCDE : Finlande*, OCDE, Paris.



## Glossaire

<b>ACRS</b>	Avantage comparatif révélé symétrique
<b>CUMO</b>	Coût unitaire de la main-d'œuvre
<b>EMN</b>	Entreprise multinationale
<b>GES</b>	Gaz à effet de serre
<b>IDE</b>	Investissement direct étranger
<b>PAC</b>	Politique agricole commune
<b>PAMT</b>	(Programmes de) politiques actives du marché du travail
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>PPA</b>	Parité de pouvoir d'achat
<b>PP-P</b>	Partenariat public-privé
<b>R-D</b>	Recherche-développement
<b>SCEQE</b>	Système communautaire d'échange de quotas d'émission
<b>TIC</b>	Technologies de l'information et de la communication
<b>TMEI</b>	Taux marginal effectif d'imposition
<b>TVA</b>	Taxe à la valeur ajoutée
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UPM</b>	United Paper Mills

## Table des matières

<b>Résumé</b> .....	9
<b>Évaluation et recommandations</b> .....	11
<b>Chapitre 1. Tirer le meilleur parti possible de la mondialisation</b> .....	19
Effets positifs et contraintes de la mondialisation .....	21
Une diversification insuffisante ? .....	30
Un stock d'investissements directs de l'étranger inférieur à la moyenne de la zone OCDE .....	32
Des investissements directs à l'étranger dynamiques .....	34
Le modèle nordique à l'épreuve de la mondialisation .....	35
Les défis à relever restent nombreux .....	39
Notes .....	43
Bibliographie .....	44
Annexe 1.A1. Progrès de la réforme structurelle .....	46
<b>Chapitre 2. Résultats macroéconomiques récents et viabilité des finances publiques</b> .....	49
Les résultats macroéconomiques récents sont bons .....	50
Des problèmes de fond subsistent cependant sur le marché du travail .....	51
Les indicateurs budgétaires sont bien orientés à court terme .....	54
La viabilité des finances publiques à long terme reste cependant une source de préoccupation .....	55
Notes .....	58
Bibliographie .....	58
<b>Chapitre 3. Mise en place de politiques fiscales permettant de consolider le modèle nordique</b> .....	61
La fiscalité et le modèle nordique .....	62
Le système d'imposition duale des revenus comme réponse à la mondialisation .....	65
Comment optimiser la structure fiscale .....	66
L'imposition de la main-d'œuvre est excessive .....	70
La fiscalité locale a besoin d'être modernisée .....	74
L'assiette de la TVA pourrait être plus large .....	80
Imposition des sociétés et des revenus du capital .....	82
Notes .....	88
Bibliographie .....	89
Annexe 3.A1. Le système fiscal en bref .....	92

Chapitre 4. <b>Réformer le secteur des services municipaux</b> .....	95
Stratégies visant à réaliser des gains de productivité dans les services municipaux .....	99
Le gouvernement central devrait améliorer le cadre de fonctionnement des municipalités .....	105
Notes .....	108
Bibliographie .....	109
Chapitre 5. <b>Un meilleur fonctionnement du marché du travail</b> .....	111
Mondialisation et changement structurel .....	114
La fixation des salaires reste excessivement rigide .....	118
Problèmes d'adéquation de l'offre et de la demande d'emploi et pénuries de compétences .....	121
Le modèle nordique nécessite une hausse de l'emploi .....	129
Notes .....	137
Bibliographie .....	139
Annexe 5.A1. Emploi à temps partiel, taux d'emploi et nombre total d'heures travaillées dans l'OCDE .....	142
Chapitre 6. <b>Hisser le niveau de l'enseignement supérieur au niveau de l'éducation obligatoire</b> .....	145
Le système éducatif finlandais et l'économie du savoir .....	146
Les retards dans la transition vers l'enseignement supérieur sont une importante source d'inefficiences .....	149
La longueur des études contribue également à l'entrée tardive des diplômés de l'université sur le marché du travail .....	152
Le système basé sur l'offre a engendré des inefficiences .....	155
Des droits d'inscription pourraient aider à relever la qualité de l'enseignement et améliorer l'efficacité .....	160
L'augmentation du nombre de doctorats conduit à s'interroger sur la qualité ..	162
Notes .....	165
Bibliographie .....	166
Chapitre 7. <b>Attirer et intégrer les travailleurs étrangers</b> .....	169
Les travailleurs allochtones en Finlande .....	172
Faire face aux pénuries de main-d'œuvre .....	173
Attirer et retenir des étudiants allochtones .....	176
Notes .....	177
Bibliographie .....	178
<b>Glossaire</b> .....	179
<b>Encadrés</b>	
1.1. Le soutien à l'agriculture est coûteux et augmente la pression fiscale .....	24
1.2. Garantir la cohérence des politiques de développement régional avec les autres politiques publiques .....	26
1.3. La Finlande et le modèle nordique .....	36
2.1. Des hausses contractuelles de salaires plus élevées renforcent l'inflation ...	52
2.2. Résumé des recommandations destinées à assurer la viabilité des finances publiques .....	58

3.1. Quelle est l'importance de la protection sociale ? .....	64
3.2. Politique environnementale et fiscalité de l'énergie .....	68
3.3. Le système norvégien d'abattement au titre des fonds propres des actionnaires .....	86
3.4. Résumé des recommandations concernant la politique fiscale .....	87
4.1. Réformes récentes de la structure et du financement des municipalités ....	99
4.2. Synthèse des recommandations pour réformer le secteur municipal .....	107
5.1. Étude de cas : la fermeture de la papeterie de Voikkaa .....	116
5.2. Indices d'inadéquation de l'offre et de la demande d'emploi .....	123
5.3. Recommandations visant à améliorer le fonctionnement du marché du travail .....	136
6.1. Les résultats PISA pour la Finlande .....	148
6.2. Aides destinées aux étudiants .....	153
6.3. Formation professionnelle .....	159
6.4. Résumé des recommandations en vue de l'amélioration de l'enseignement supérieur .....	163
7.1. Recommandations concernant l'accès à la main-d'œuvre étrangère et son intégration .....	177

## Tableaux

1.1. Les autres pays nordiques montrent la voie à suivre dans de nombreux domaines .....	36
2.1. Résultats macroéconomiques récents et prévisions .....	53
2.2. Prévisions de recettes et dépenses liées au vieillissement .....	56
3.1. Composition du taux d'imposition marginal pour une personne rémunérée au salaire brut moyen .....	75
3.2. Intervalles de taux de l'impôt municipal sur le patrimoine fixés par l'administration centrale .....	76
3.3. Instabilité des recettes fiscales .....	79
3.4. Complexité du système fiscal .....	85
5.1. Modifications de la « filière du chômage » .....	130
6.1. Admissions dans l'enseignement supérieur des titulaires du certificat de fin d'études secondaires .....	150
6.2. Taux de chômage par région pour la tranche d'âge 30-34 ans selon le niveau d'étude .....	157

## Graphiques

1.1. Indicateurs des échanges .....	22
1.2. Les industries à haute et moyenne-haute technologie sont importantes ....	23
1.3. La Finlande est encore spécialisée dans les secteurs à faible croissance ....	24
1.4. Part des exportations de haute et moyenne-haute technologie .....	28
1.5. Avantage comparatif révélé symétrique (ACRS) de la Finlande par secteur ..	29
1.6. Les nouveaux États membres de l'UE sont des concurrents plus redoutables que la Chine .....	30
1.7. Taux de renouvellement des entreprises dans l'industrie et les services ....	31
1.8. Investissements directs étrangers .....	32
1.9. Les entreprises finlandaises ont une très forte intensité de R-D .....	33
1.10. L'internationalisation des multinationales finlandaises .....	34
1.11. Répartition des emplois selon leur niveau de qualité (exprimé en déciles) ..	37
1.12. Part du travail dans le revenu .....	38



1.13. Nécessité d'une plus forte participation des actifs âgés et jeunes .....	42
2.1. Principaux indicateurs économiques .....	50
2.2. L'origine des écarts de revenu .....	51
2.3. Taux d'emploi : Objectifs et résultats récents .....	52
2.4. Hausse globale des prix à la consommation et coûts unitaires de main-d'œuvre .....	53
2.5. Évolution budgétaire récente .....	54
2.6. Le taux de dépendance augmente .....	56
3.1. Total des recettes fiscales .....	63
3.2. Dépenses sociales publiques .....	64
3.3. Évolution de la fiscalité .....	67
3.4. Coin fiscal moyen sur les gains d'une personne célibataire .....	70
3.5. Taux marginal d'imposition du travail .....	71
3.6. Abattement fiscal au titre des revenus du travail .....	72
3.7. Les revenus municipaux .....	74
3.8. Imposition de la propriété : comparaison internationale .....	76
3.9. Répartition des taux municipaux d'imposition du patrimoine .....	78
3.10. Efficacité des taxes sur la valeur ajoutée .....	80
3.11. Dépenses fiscales correspondant aux taux réduits de TVA .....	82
3.12. Taux d'imposition globale sur les dividendes perçus .....	83
4.1. Le rôle du secteur des services .....	96
4.2. Écart de productivité par rapport aux États-Unis .....	97
4.3. Part des services publics fournis par les prestataires privés .....	98
4.4. Le rôle des entreprises privées est faible .....	104
5.1. Croissance économique et marché du travail .....	112
5.2. Population inactive .....	113
5.3. Taux de sortie du chômage .....	115
5.4. Fermeture de la papeterie de Voikkaa .....	118
5.5. Rigidité à la baisse des salaires .....	120
5.6. Courbe de Beveridge .....	122
5.7. Inadéquation régionale et sectorielle .....	124
5.8. Nombre moyen d'années d'enseignement formel .....	127
5.9. Temps passé en formation professionnelle .....	129
5.10. Corrélations de l'emploi à temps partiel .....	132
5.11. Emploi à temps partiel .....	133
5.12. Incitations au travail des individus à faible revenu .....	135
5.A1.1. Part de l'emploi à temps partiel, heures travaillées et emploi .....	143
6.1. Niveau de formation par tranche d'âge et résultats PISA .....	147
6.2. Taux d'accès à des études supérieures de type A .....	148
6.3. Taux d'inscription des personnes âgées de 27 ans .....	150
6.4. Élasticité intergénérationnelle du revenu .....	156
6.5. Chômage régional et nombre de places disponibles à l'université .....	157
6.6. Dépenses au titre des établissements d'enseignement supérieur .....	160
6.7. Nombre total de chercheurs .....	163
7.1. Population née à l'étranger dans les pays de l'OCDE .....	170
7.2. Résidents nés à l'étranger selon le pays et l'origine .....	171
7.3. Solde migratoire et sources d'immigration .....	172
7.4. Étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur .....	176

Cette Étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres

La situation économique et les politiques de la Finlande ont été évaluées par le Comité le 14 avril 2008. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière de la discussion et finalement approuvé par le Comité plénier le 23 avril 2008.

Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par Anne-Marie Brook, Petar Vujanovic, Marketta Henriksson et Marte Sollie sous la direction de Peter Hoeller. Isabelle Duong a apporté une aide à la recherche.

L'Étude précédente de la Finlande a été publiée en mai 2006.

## Ce livre contient des...



**StatLinks** 

**Accédez aux fichiers Excel®  
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*.

Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

## STATISTIQUES DE BASE DE LA FINLANDE, 2007

### LE PAYS

Superficie (1 000 km <sup>2</sup> )	338.1	Villes principales (milliers d'habitants, fin 2006) :	
dont :		Helsinki	564.5
Terres cultivées	22.6	Espoo	235.0
Forêts	263.1	Tampere	206.4
Lacs	34.3	Vantaa	189.7

### LA POPULATION

Population (milliers, fin 2006)	5 277	Population active (milliers)	2 675
Densité au km <sup>2</sup> de superficie terrestre	17.4	Population active occupée (milliers)	2 493
Accroissement naturel net (milliers, 2006)	10.8	Population active occupée (% du total) :	
Solde net des migrations (milliers, 2006)	10.3	Agriculture, sylviculture et pêche	4.8
		Industrie et construction	25.9
		Services	69.3

### LE PARLEMENT ET LE GOUVERNEMENT

Composition du Parlement (nombre de sièges) :		Gouvernement, nombre de ministres :	
Parti centriste	51	Parti centriste	10
Parti social démocrate	45	Parti social démocrate	6
Coalition nationale (conservateurs)	50	Parti du peuple suédois	2
Alliance de gauche	17	Total	20
Ligue verte	15		
Parti du peuple suédois	9		
Ligue chrétienne	7		
Autres	6		
Total	200	Dernières élections générales : 18 mars 2007	

### LA PRODUCTION ET LE SECTEUR PUBLIC

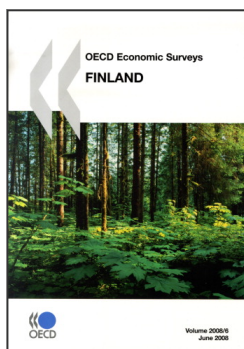
Produit intérieur brut (milliards EUR)	178.5	Consommation publique (% du PIB)	21.2
PIB par habitant (en EUR)	33 746		
Formation brute de capital fixe :		État (% du PIB) :	
% du PIB	20.3	Dépenses courantes et dépenses en capital	47.5
Par habitant (en EUR)	6 864	Recettes courantes	52.5

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services (% du PIB)	44.8	Importations de biens et services (% du PIB)	40.1
Principales exportations (% du total) :		Principales importations (% du total) :	
Métallurgie, machines et transport	36.1	Biens intermédiaires	38.7
Équipement électrique et optique	23.0	Biens de consommation	24.0
Bois, pâte à papier et papier	19.8	Biens d'équipement	23.5
Autres biens	21.1	Énergie	13.8

### LA MONNAIE

Unité monétaire : euro		Unités monétaires par USD, moyenne journalière :	
		Année 2007	0.7305
		Avril 2008	0.6351



Extrait de :  
**OECD Economic Surveys: Finland 2008**

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-fin-2008-en](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-fin-2008-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2008), « Résultats macroéconomiques récents et viabilité des finances publiques », dans *OECD Economic Surveys: Finland 2008*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-fin-2008-4-fr](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-fin-2008-4-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).